



NON À LA POLITIQUE D'AUSTERITÉ DÉPARTEMENTALE, PLUS DE MOYENS POUR LES USAGERS ET LES SERVICES PUBLICS GARDOIS !

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) du Département aura lieu le **30 Novembre** prochain (le vote définitif du Budget primitif ayant lieu les 19 et 20 décembre). Le syndicat CGT de la collectivité appelle à un rassemblement des salariés à **8h30**.

Notre Union Départementale CGT appelle quant à elle, ses syndicats à y participer pour dénoncer la politique d'austérité du Conseil Départemental.

En effet, suppressions de postes, mutualisation-fusion de services, fermeture de centres, multiplication des délégations de services publics dans tous les domaines, fermetures d'accueils sont devenus le quotidien des agents des Conseils départementaux.

Celui du Gard n'échappe pas aux coupes franches dans son budget de fonctionnement. La principale cause réside dans la baisse drastique des dotations de l'Etat à laquelle les gouvernements successifs se sont attelés.

Ainsi pour le dernier budget gardois, la Dotation Globale de Fonctionnement est descendue à 109 millions d'€, contre 144,4 en 2013, soit environ 35 millions d'€ en moins.

Et en dépit d'une situation financière très difficile, le gouvernement Macron imposera cette année encore un prélèvement au titre de la contribution au redressement des finances publiques de l'Etat.

La qualité des services publics ne peut se résoudre à toujours plus d'économie alors que l'on donne plus de 40 milliards d'euros de CICE, que l'évasion fiscale représente près de 80 milliards d'euros, au seul profit des plus riches qui trichent et grèvent les caisses de l'Etat.

Le Gard abrite une population majoritairement pauvre qui augmente régulièrement : ainsi par rapport à 2013

les dépenses sociales (56% du Budget de Fonctionnement) se sont accrues de 41 millions d'€. Pas étonnant dans ces conditions que les usagers en pâtissent.

- Mais aussi les associations et les syndicats dont la subvention annuelle totale partagée entre 8 organisations est passée de 95 361 € en 2013 à 54 000 € en 2017 (57% de moins), sous la pression conjuguée des élus de droite et du FN.

Pour les agents, ces restrictions budgétaires et modifications structurelles sont synonymes des plus grandes incertitudes, de remises en cause sans précédent de leurs droits et garanties collectives, le tout entraînant une aggravation inquiétante de la souffrance au travail.

Ils défendent leurs droits et garanties collectives statutaires, ils exigent le maintien des postes, des services, aucune mobilité forcée, le maintien de tous les postes, de tous les services et de leurs accueils, le maintien des montants et taux des régimes indemnitaires, des jours de congés et de RTT, ils défendent une fonction publique de carrière, garante de la qualité de service rendu aux usagers et pas un centime en moins sur la paye !

Ils ont raison car c'est défendre le service public, un service public fondé sur l'intérêt général et par conséquent sur la satisfaction des besoins humains.

C'est pourquoi, offensive et déterminée, la CGT réaffirme que les services publics, fondés sur la satisfaction des besoins des usagers à égalité sur tout le territoire de la République, sont une richesse collective et doivent le rester. Le Président Bouad et les conseillers départementaux doivent revoir leur copie.

**Rassemblement à Saint-Gilles aux Halles Baltard, rue Victor Hugo à l'occasion
du débat d'orientation budgétaire du Conseil départemental
Jeudi 30 novembre 2017 à 8h30.**

UD CGT – 1300 avenue Georges Dayan – 30900 Nîmes –
Tel : 04 66 28 72 87 – Fax : 04 66 28 72 88 – Courriel : ud30@cgt.fr – Site internet : www.cgt-gard.fr

L'Union départementale CGT du Gard est présente sur les réseaux sociaux :



UD CGT – 1300 avenue Georges Dayan – 30900 Nîmes –
Tel : 04 66 28 72 87 – Fax : 04 66 28 72 88 – Courriel : ud30@cgt.fr – Site internet : www.cgt-gard.fr



L'Union départementale CGT du Gard est présente sur les réseaux sociaux :